

PLACES LABELISÉES « PAVILLON BLEU » EN 2018

Le Pavillon bleu a été accordé cette année à 186 communes, soit 399 communes de la région PACA (Bouches-du-Rhône) et Solenzara (Corse). L'obtention du label suppose de répondre à des critères, concernant la qualité des eaux de baignade, la collecte des déchets, ou la présence de points d'eau potable.



Retard pour le métro de Marseille

PACA La métropole d'Aix-Marseille a reconnu cette semaine le nouveau report de la mise en service du prolongement de la ligne 2 du métro marseillais qui devait servir fin 2016 puis en fin d'année des quartiers nord désertés, une information du Média Local Marsactu qui évoque la nouvelle échéance de septembre 2019.

Biotech Dental lève 100 millions d'euros pour son usine numérique de prothèses

PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

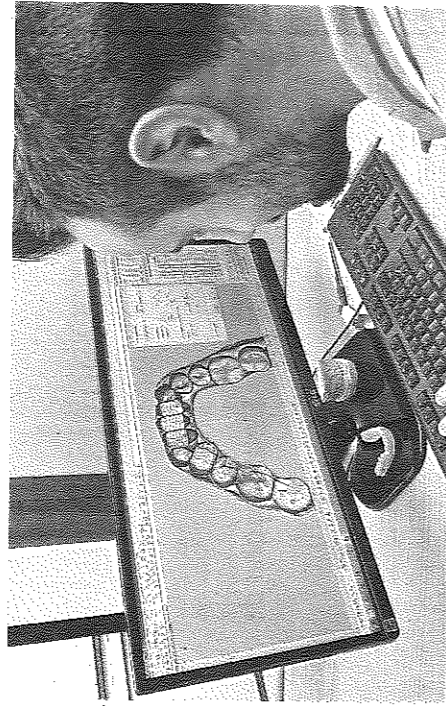
Le spécialiste de l'implant dentaire a conçu une plate-forme qui permet de réduire le coût de production des prothèses.

Il va dupliquer son modèle aux États-Unis et en Chine

Paul Molga

—Correspondant à Marseille

Alors que sa nouvelle plate-forme numérique de production de prothèses dentaires est opérationnelle, le leader français des implants a annoncé avoir levé 100 millions d'euros pour dupliquer son modèle ailleurs dans le monde. L'opération est réalisée pour moitié (52 millions) par l'ouverture de son capital à deux fonds d'investissement, Sofina et Ceres Capital (pour 25%), complétée par 48 millions d'euros de lignes bancaires. Elle permet au management de participer à hauteur de 5%. Les 70% restant sont conservés par Upperside, le holding



Finis les modèles artisanaux en plâtre : Biotech Dental utilise des maquettes numériques personnalisées. Photo Biotech Dental

des cofondateurs du groupe, Philippe Veran et Bruno Thévenet, qui réalise 100 millions d'euros de chiffre d'affaires à travers plusieurs filiales.

C'est la plus importante d'entre elles, Biotech Dental, qui porte l'opération. Depuis cinq ans, cette société, créée en 1987, travaille sur un process entièrement numérique pour s'aligner sur les prix pratiqués en Asie, en Turquie, à Madagascar ou en Roumanie, réputés cinq fois moins élevés. « En maîtrisant de bout en bout l'ensemble des flux de

scanner de la start-up AnatoScope, les données anatomiques du patient sont fournies soit directement au prothésiste s'il est équipé d'une machine d'usinage à commande numérique pour fabriquer les prothèses en céramique, soit elles sont confiées à Biotech Dental qui a investi 5 millions d'euros dans un outil capable de traiter plus de 1.500 références dentaires.

« Biotech Dental a cinq ans d'avance sur les technologies dentaires. Avec notre nouveau partenaire, Sofina, nous allons pouvoir accélérer notre croissance, conquérir le marché mondial et continuer à démocratiser les technologies numériques dans le dentaire, comme nous l'avons fait avec l'implantologie », annonce

Biotech travaille sur un process numérique pour s'aligner sur des prix cinq fois moins élevés.

fièrement Philippe Veran. Ses premières cibles seront les États-Unis et la Chine. L'entreprise a réalisé 46,8 millions d'euros de chiffre d'affaires l'an passé. Elle en prévoit 55 cette année. ■

QuestGo promeut le covoiturage breton

BRETAGNE

Les collectivités de l'Ouest lancent une plate-forme pour renforcer le covoiturage entre le domicile et le travail.

Elle concentre actuellement 6% des déplacements. L'objectif est de passer à 10%.

Stanislas du Guerny

—Correspondant à Rennes.

Le covoiturage domicile-travail reste l'exception dans le Grand

Ouest. D'après l'étude nationale « Transports et déplacements », seulement 6% des Bretons et de leurs voisins ligériens utilisent le covoiturage pour se rendre au travail, alors que 80% des actifs de ces deux régions privilégient la voiture, qu'ils occupent généralement au quotidien... sans aucun passage ! Pour les inciter à modifier leurs habitudes, vient d'être créée la plate-forme numérique QuestGo. Financée par les collectivités, notamment les villes de Nantes, Rennes, Saint-Nazaire et Brest, ainsi que par l'Etat, la région Bretagne et l'Ademe, QuestGo a nécessité un investissement initial pour le développement de la plate-forme de 393.000 euros.

Son hébergement est confié au syndicat mixte Mégalis Bretagne, qui avance un coût d'exploitation de 45.500 euros par an, pris en charge par les différents adhérents. L'objectif d'QuestGo est d'attirer dans son sillage des spécialistes locaux du covoiturage qui utiliseront ses moyens pour développer leurs activités. Il s'agit d'arriver rapidement à 10% de déplacements par le biais du covoiturage.

« A partir d'QuestGo, indique

Albane Durand, la directrice

Albane Durand, la directrice

Albane Durand, la directrice

Albane Durand, la directrice

Albane Durand, la directrice

Albane Durand, la directrice

Albane Durand, la directrice

Albane Durand, la directrice

Albane Durand, la directrice

Albane Durand, la directrice

Albane Durand, la directrice

Albane Durand, la directrice

Albane Durand, la directrice

ser à la vitesse supérieure en lançant Job On Board, une plate-forme destinée à la mise en relation entre entreprises et consultants en informatique. Jean-Marc Bourguignon, lui-même informaticien, a créé FreeTeam en 2008 comme une fédération de consultants indépendants. L'activité s'est rapidement structurée autour du portage salarial avec la société DreamTeam qui héberge 350 consultants générant 31 millions d'euros de chiffre d'affaires pour plus de 450 clients. Loin derrière IT Consultants AD'Missions, qui revendiquent respectivement 2.000 et 1.000 experts. « Nous ne sommes que le numéro six du secteur, mais le plus

LA PME À SUIVRE
NOUVELLE-AQUITAINE

Effectif : 17 salariés
Chiffre d'affaires : 31 millions
Activité : intermédiation

Frank Niedercorn
@FNiedercorn

Depuis une dizaine d'années FreeTeam connaît une croissance régulière, des investissements autofinancés et des bénéfices toujours au rendez-vous. Son fondateur, Jean-Marc Bourguignon, a décidé de pas-

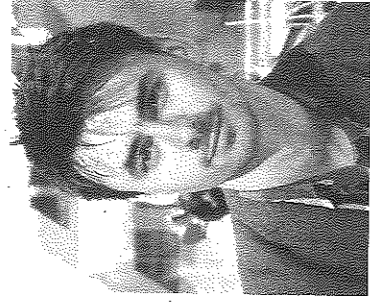
ouvert à tous. Et Jean-Marc Bourguignon fait le pari que le marché évoluera : « Certes, un informaticien trouverait un emploi à durée indéterminée nous rapporte rien. En revanche, nous gagnons en notoriété. Alors que nous ne touchions que les free-lance, nous sommes désormais connus de toute la profession. » Un pari qui pourrait s'avérer rentable. FreeTeam, qui emploie 17 personnes, dont une douzaine à Pessac, devrait embaucher 5 personnes. « Ce secteur est en tension, notamment sur certains domaines très techniques, et l'on observe en effet un fort attrait pour le statut d'indépendant », confirme Claire-Marie de Vuillod, analyste au cabinet de conseil CXP. ■

important dans le domaine du numérique », insiste Jean-Marc Bourguignon.

6.000 offres d'emplois

En 2010 il crée & Compagnie pour vendre des services aux consultants et notamment les aider à trouver des missions. C'est ce service qui est désormais rendu par Job On Board. La plate-forme est en grande partie automatisée grâce à un système d'analyse du langage naturel et une intelligence artificielle qui assortissent les offres déposées par les entreprises aux CV des consultants. Ouvert fin 2017, Job On Board héberge déjà 6.000 offres d'emplois. Le service est surtout gratuit et

MuseoPic met l'art de la réalité augmentée au service du musée



L'IDÉE MUSEOPIC

Date de création : 2016
PDG : Jillian Boyer
Effectif : 5 personnes
Secteur : culture

Léa Delpoint
@LeaDelpoint

Faudra-t-il bientôt remettre les audioguides au rayon des antiquités ? Avec un simple smartphone, l'application mobile de MuseoPic révolutionne la médiation culturelle entre un musée et ses visiteurs. « Dans un lieu équipé de notre technologie, il suffit de pointer son téléphone vers n'importe quelle œuvre pour la faire parler », explique Jillian Boyer, PDG et cofondatrice de la start-up lyonnaise. Le système de reconnaissance visuelle fait apparaître aussi des images et des commentaires sur l'artiste, l'histoire, la palette de la pièce et une palette

d'outils de réalité augmentée pour approfondir le sujet : traduction automatique de textes, zoom sur un détail, modélisation 3D, interaction avec un personnage d'un tableau...

A partir de 10.000 euros
Autant d'informations complémentaires et ludiques qui enrichissent la visite, permettant aussi au musée d'exploiter ses ressources non exposées, en réserve, en restauration ou prêtées. Selon lui, ce n'est « pas plus difficile que d'administrer un blog », une fois que l'on a produit ou fait produire – les supports multimédias. MuseoPic est commercialisé depuis novembre 2017, accessible à partir de 10.000 euros, mais le forfait augmente proportionnellement au nombre de salles et d'œuvres intégrées.

La solution repose sur un système de géolocalisation indoor par des balises Beacon, qui alimentent une fonction supplémentaire de l'application, sur abonnement celle-ci : un logiciel analytique des déplacements et des arrêts des visiteurs. En effet, les renseignements sur les flux, les attroupements ou les œuvres les plus interconnectées sont incommensurables avec les musées. « Ça les pousse à tirer partie pour la gestion de la circulation du public, leurs choix de programmation ou la sélection des éléments à exposer », suggère Jillian Boyer, qui a une palette

REPUBLICQUE FRANCAISE
PREFETE DE L'ESSONNE
AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE
Relatif au projet de construction du Campus AgroParisTech-INRA au sein de la zone d'aménagement concerté (ZAC) de l'Ecole Polytechnique sur le territoire de la commune de Palaiseau

Par arrêté n°2018/SP2/BCCI/IT/025 du 17 mai 2018, le sous-préfet de l'arrondissement de Palaiseau a prescrit l'ouverture d'une enquête publique préalable au permis de construire du Campus AgroParisTech-INRA au sein de la zone d'aménagement concerté (ZAC) de l'Ecole Polytechnique sur le territoire de la commune de Palaiseau. Cette enquête se déroulera du mercredi 13 juin 2018 au vendredi 13 juillet 2018 inclus à 17h30 (soit 31 jours).

Madame Catherine MARETTE, Architecte apig, a été désignée en qualité de commissaire enquêteur pour la conduite de cette enquête. Dès la publication du présent arrêté, toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête à l'adresse suivante : Sous-Préfecture de Palaiseau, bureau de la coordination interministérielle et de l'ingénierie territoriale, avenue du général de Gaulle 91120 Palaiseau.

Le dossier d'enquête publique se compose notamment d'une étude d'impact, comprenant un résumé non technique, d'un avis de l'Autorité environnementale (MRAE) et d'un mémoire en réponse à l'avis de la MRAE. L'ensemble de ces éléments seront consultables sur le site internet des services de l'Etat en Essonne : www.essonne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Amenagement-et-urbanisme.

Les éléments du dossier d'enquête publique, ainsi que le registre d'enquête à facilitatez non mobiles ouvert, coté et paraphé par le commissaire enquêteur seront mis à la disposition du public, en mairie, pendant toute la durée de l'enquête aux jours et heures habituelles d'ouverture au public. Les observations, propositions et contre-propositions du public sur le projet pourront également être adressées, par correspondance, au commissaire enquêteur, au siège de l'enquête, situé à la mairie de Palaiseau. Elles sont tenues à la disposition du public au siège de l'enquête dans les meilleurs délais. Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête. En tant que moyen de communication complémentaire, le dossier sera consultable via le site internet <http://campus-agroparisstech-inra.enguete.publique.net/> pendant toute la durée de l'enquête publique. De même, des observations, propositions et contre-propositions pourront aussi être déposées, de manière électronique, sur les registres créés à cet effet à travers le site internet précité. Le commissaire enquêteur se tient à la disposition du public aux lieux de permanence, dates et horaires suivants : Mairie de Palaiseau, service de développement urbain (5 rue Louis Blanc - 91120 Palaiseau).
Le mercredi 13 juin 2018 de 9h00 à 12h00
Le samedi 7 juillet 2018 de 9h00 à 12h00
Le mardi 19 juillet 2018 de 15h30 à 18h30
Le vendredi 13 juillet 2018 de 14h30 à 17h30
Le commissaire enquêteur examinera les observations consignées et les communiquera au responsable du projet qui disposera de 15 jours pour y répondre. Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra au sous-préfet son rapport et ses conclusions motivées.

Une copie du rapport et des conclusions sera tenue à la disposition du public, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la préfecture (bureau de l'utilité publique et des procédures environnementales) à la sous-préfecture de Palaiseau (bureau de la coordination interministérielle et de l'ingénierie territoriale), ainsi qu'à la mairie de Palaiseau. Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront également publiés pendant un an sur le site internet de la préfecture de l'Essonne, à l'adresse suivante : <http://www.essonne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Amenagement-et-urbanisme>
EPI 8-201
enquête-publique@publiegal.fr

COMMUNIQUÉ